

Cote du document: EB 2019/LOT/P.17/Rev.1
Date: 18 décembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République du Ghana

Projet de financement agricole accessible, pour un développement rural résilient

Numéro du projet: 2000002672

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lisandro Martin

Directeur régional
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Hani Elsadani-Salem

Directeur de pays
téléphone: + 233 (0) 302610945
courriel: h.elsadani@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	4
II. Description du projet	5
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	5
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	6
D. Alignement, appropriation et partenariats	7
E. Coût, avantages et financement	7
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Lisandro Martin
Directeur de pays:	Hani Elsadani-Salem
Responsable technique du projet:	Jonathan Agwe
Responsable des finances:	Claudio Mainella
Spécialiste climat et environnement:	Pathe Sene
Juriste:	Itziar Garcia-Villaneuva

Sigles et acronymes

AAFORD	Projet de financement agricole accessible, pour un développement rural résilient
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
BafD	Banque africaine de développement
COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
Fonds ABC	Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
 Source: FIDA, 08/10/2019

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Ghana
Organisme d'exécution:	Ministère des finances
Coût total du projet:	69,7 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	11,5 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions particulièrement favorables à 67%, et mixtes à 33%
Montant du don du FIDA:	3,5 millions d'USD (initiative Don vert)
Cofinanceurs:	Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Fonds vert pour le climat, Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), Banque africaine de développement (BAfD) et institutions financières participantes (IFP)
Montant du cofinancement:	AGRA: 1 million d'USD Fonds vert pour le climat: 9,9 millions d'USD Fonds ABC: 4,3 millions d'USD. BAfD: 3,5 millions d'USD IFP: 4,3 millions d'USD.
Conditions du cofinancement:	Don de l'AGRA, le reste sous forme de prêts
Contribution de l'Emprunteur:	25,8 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,9 millions d'USD
Montant du financement pour l'action climatique provenant du FIDA:	2 006 617 USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 61.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République du Ghana est le pays d'Afrique de l'Ouest dont l'économie est la plus importante après celle du Nigéria. Il s'agit d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont le PIB par habitant était de 2 260 USD en 2019. L'économie ghanéenne est extrêmement dépendante de l'exportation d'un nombre restreint de matières premières, au premier rang desquelles l'or, le cacao et le pétrole, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations des cours de ces produits.
2. Le pays compte 28,8 millions d'habitants, dont 23% de pauvres. Le taux de pauvreté a diminué de 8,5% depuis 2006, mais de seulement 0,8% au cours des quatre dernières années. Ce taux est environ cinq fois plus élevé en zone rurale qu'en zone urbaine. La population rurale représente environ 45% de la population totale. Le secteur agricole contribue pour un cinquième au produit intérieur brut. Il joue également un rôle important pour les recettes d'exportation et pour l'approvisionnement de l'industrie en matières premières.
3. Les zones rurales du nord du Ghana ont un taux de pauvreté plus élevé: 61% de la population y est considérée comme pauvre¹. Si le taux de pauvreté a tendance à baisser dans les régions centrales du pays, le taux d'extrême pauvreté y reste plus élevé que la moyenne nationale. Près de 71% des emplois formels en zone rurale se trouvent dans le secteur agricole, ce qui indique l'intérêt de relever le revenu agricole, s'agissant de lutter contre la pauvreté rurale². La pauvreté en zone rurale a pour causes les moindres possibilités d'intensification et de commercialisation de l'agriculture, la faiblesse de l'accès au crédit, aux intrants, aux marchés des produits et aux services de conseil, et l'importance des pertes post-récolte.
4. Près de 85% des ménages d'agriculteurs sont des petits producteurs. Plus des deux tiers de ces derniers possèdent moins de deux hectares de terres cultivables, ce qui fait qu'un grand nombre d'entre eux sont des paysans pauvres pratiquant une agriculture de semi-subsistance. Des contraintes mentionnées ci-dessus, il résulte que le revenu de ces paysans est incertain et insuffisant.
5. Le secteur bancaire structuré est supervisé par la Banque du Ghana (Bank of Ghana). Plusieurs institutions financières sont présentes, dont des banques commerciales, des banques rurales et communautaires, des caisses d'épargne et des sociétés de prêt. Les associations villageoises de prêt et d'épargne sont largement répandues. Il s'agit de structures gérées par leurs membres, axées sur les femmes et destinées à encourager l'épargne. La banque Apex ARB joue le rôle de régulateur des banques rurales et communautaires. Malgré la grande diversité d'institutions financières présentes, seuls 37% de la population rurale ont la possibilité d'ouvrir un compte auprès d'une institution financière structurée. De façon générale, les prêts à finalité "agricole" ne concernent que 5% du crédit au secteur privé.
6. Cette carence dans le flux des services financiers, surtout en ce qui concerne les petits producteurs agricoles, crée des contraintes tant au niveau de l'offre que de la demande.

¹ Banque mondiale, novembre 2018.

² Banque mondiale, 2016.

7. **Stratégies, politiques et grandes institutions nationales.** Le Ministère des finances s'est fixé pour objectif une hausse de 75% de l'inclusion financière d'ici 2023³; pour ce faire, il a créé une Unité de financement du développement dont le but est d'encourager l'inclusion financière et les services financiers ruraux.
8. Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture a élaboré une stratégie visant à investir dans le secteur agroalimentaire et en faveur de l'emploi, qui indique des mesures pratiques destinées à appuyer l'exécution des programmes phares du Gouvernement. Le Ministère du commerce et de l'industrie, par l'intermédiaire du Conseil national des petites industries, est responsable des micro-, petites et moyennes entreprises. Ce ministère a lancé l'initiative "Un quartier – une fabrique", étroitement lié à ladite stratégie.
9. **Les initiatives des partenaires de développement.** Le Gouvernement et les partenaires de développement ont récemment lancé des initiatives visant à réduire le risque lié aux prêts destinés à la production agricole, à faire baisser les taux d'intérêt et à stabiliser le revenu des petits paysans. Le Système ghanéen d'incitation au partage des risques pour les projets de prêt agricole est soutenu par la Banque africaine de développement et par l'État ghanéen. La Bourse ghanéenne des matières premières est une initiative publique qui permet d'assurer la prestation de services de commercialisation et d'entreposage des matières premières à destination des agriculteurs. Enfin, le fonds commun d'assurance agricole (Ghana Agriculture Insurance Pool) qui propose des produits d'assurance-récolte, est le fruit d'un partenariat entre les principales compagnies d'assurance du pays.
10. Parmi les autres initiatives lancées par les bailleurs de fonds, on peut citer le fonds de financement des chaînes de valeur et de la sous-traitance (Outgrower and Value Chain Fund), soutenu par l'Allemagne, qui est un mécanisme de refinancement des institutions financières partenaires destiné à appuyer les acheteurs et les regroupements liés aux plans de sous-traitance.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

11. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été classé comme :
 - axé sur l'action climatique;
 - axé sur la nutrition;
 - axé sur les jeunes.
12. Les inégalités femmes-hommes sont répandues dans plusieurs domaines socioéconomiques. Par exemple, le salaire horaire moyen des femmes ne vaut que 57% de celui des hommes, quel que soit le type d'emploi. Les principaux facteurs à la base de cette inégalité sont le faible taux d'alphabétisation des femmes et leur accès limité aux études, à la formation, à la terre, au crédit, aux technologies et aux services de vulgarisation.
13. Les jeunes âgés de 15 à 35 ans constituent 56% de la population rurale. Ils font souvent partie de la main-d'œuvre familiale employée à la production agricole, et sont surtout actifs dans la transformation, l'entreposage, le transport, les petites entreprises et la commercialisation. Le chômage des jeunes est un problème de plus en plus préoccupant, qui résulte du caractère inadéquat de l'enseignement, du manque de perspectives d'emploi et de l'analphabétisme. De plus, en raison de leur accès limité à la terre, au crédit, à des intrants de qualité et aux marchés, les jeunes sont souvent incapables de poursuivre par eux-mêmes les activités agricoles.

³ Stratégie nationale en faveur du développement et de l'inclusion financière.

14. D'une manière générale, la malnutrition a fortement diminué au Ghana au cours de la dernière décennie. Cependant, les carences nutritives sont jusqu'à trois fois plus importantes dans le nord du pays, plus pauvre, que dans le reste du pays. La malnutrition pèse de plus en plus lourd sur la santé publique, entraînant un taux de retard de croissance de 19% chez les enfants âgés de moins de cinq ans, un taux d'émaciation infantile de 5%, et un taux d'anémie de 46% chez les femmes en âge de procréer. L'incidence du surpoids et de l'obésité est également en hausse.
15. La plus grande partie de la production agricole du pays est issue de petites parcelles de culture pluviale, ce qui la rend fortement vulnérable aux aléas de la pluviométrie et aux effets des changements climatiques. On prévoit que la hausse de la température entraînera une baisse du rendement des principales cultures de base. Du fait de la diminution et du retard des pluies, on s'attend désormais à des récoltes extrêmement mauvaises tous les cinq ans en moyenne dans le nord du Ghana. Étant donné leur forte dépendance aux ressources naturelles locales, leur insécurité alimentaire chronique, leur isolement géographique, leur manque d'accès aux filets de sécurité structurés et leur vulnérabilité aux épidémies et aux ravageurs, les petits agriculteurs et ceux pratiquant une agriculture de subsistance sont par ailleurs particulièrement vulnérables à tout type de choc climatique ou économique.

Justification de l'intervention du FIDA

16. Le Projet de financement agricole accessible, pour un développement rural résilient (AAFORD) vise les zones du centre et du nord du Ghana. Ces zones souffrent d'un taux élevé de pauvreté rurale du fait de la surface relativement limitée des zones cultivables, du manque d'accès au crédit, des mauvais rendements, d'un faible pouvoir de négociation et des défaillances des institutions locales. Les interventions du projet AAFORD auront pour but de soutenir les paysans pratiquant une agriculture de semi-subsistance, dont les femmes et les jeunes, ainsi que leurs associations, afin d'établir des liens sécurisés avec le marché, ce qui devrait les encourager à emprunter et à investir dans l'amélioration de leur production agricole. Ainsi, on améliorera la sécurité alimentaire et nutritive et on renforcera la résilience face aux effets des changements climatiques. Le projet permettra aussi de renforcer les compétences des jeunes et des femmes entrepreneurs, d'accroître leur accès aux financements et d'appuyer diverses microentreprises le long des filières agricoles.
17. Le projet AAFORD bénéficiera de la présence du FIDA dans le pays et de son rôle rassembleur. Le FIDA prendra attache avec les ministères concernés et avec les partenaires de développement tels que la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), pour animer une concertation sur les politiques à mener en puisant dans l'expérience qui sera tirée du projet AAFORD et afin d'investir ensemble dans la transposition des bonnes pratiques à l'échelle nationale. Contrairement aux autres actions menées dans ce secteur, le projet AAFORD agira tant au niveau de la demande que de l'offre de crédit agricole, grâce à l'implication des principales parties concernées.
18. Le projet AAFORD tirera parti des potentialités créées par les autres projets appuyés par le FIDA, par les bailleurs de fonds et par l'État ghanéen pour trouver une solution aux difficultés majeures qui se posent. Parmi ces projets, on compte notamment le Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana (GASIP), un programme appuyé par le FIDA qui a noué des partenariats avec de grands acheteurs visant à les associer aux organisations paysannes nouvellement créées afin de les aider à accroître la portée de leurs actions à destination du groupe cible. De même, chaque fois que faire se peut, le projet AAFORD nouera des partenariats avec les centres de ressources pour les entreprises établis par le Programme en faveur des petites entreprises rurales (REP), lui aussi soutenu par le FIDA, afin d'organiser avec eux les formations à l'entrepreneuriat et le

renforcement des capacités des jeunes et des femmes entrepreneurs. Par ailleurs, l'État, en collaboration avec la Banque africaine de développement, a récemment mis en place le Système ghanéen d'incitation au partage des risques pour les projets de prêt agricole, un mécanisme de partage des risques qui permettra au projet AAFORD de promouvoir les prêts agricoles à des taux accessibles. De son côté, la Bourse ghanéenne des matières premières a récemment lancé un mécanisme d'entrepôt certifié et des récépissés d'entrepôt. Ces actions, ainsi que l'initiative "Un quartier – une fabrique" lancée par le Ministère du commerce et de l'industrie, ouvrent de nouvelles perspectives pour la commercialisation de la production des petits agriculteurs. Le projet AAFORD collaborera étroitement avec l'ensemble de ces initiatives pour les aider à atteindre leur objectif, qui est l'amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs pauvres.

19. La proposition de projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du Ghana pour 2019-2024 qui sera présenté au Conseil d'administration en décembre 2019. Le projet AAFORD est conforme aux trois objectifs stratégiques du COSOP, chacun d'eux étant relié aux deux autres. Il accroîtra l'attention portée par ce programme au ciblage géographique, au renforcement des capacités des organisations paysannes à commercialiser leurs produits, à l'accroissement du rôle joué par le secteur privé, et à l'amélioration de l'accès à la finance.
20. Le Fonds possède une riche expérience en matière d'appui aux programmes de développement rural au Ghana. Qui plus est, cette expérience concerne particulièrement les domaines d'intervention visés par le projet AAFORD, tels que la hausse de la productivité, la consolidation des institutions rurales, l'extension de la commercialisation par l'établissement de liens avec les acheteurs, l'amélioration de l'accès à la finance, le renforcement des compétences pour les jeunes et leurs microentreprises, et la promotion de moyens d'existence résilients.

B. Enseignements tirés

21. Plusieurs enseignements tirés de la mise en œuvre d'autres programmes financés par le FIDA et par les bailleurs de fonds ont été pris en considération lors de la conception du projet AAFORD.
22. Les programmes nationaux ont certes fait preuve de leurs bienfaits en promouvant la consolidation des institutions à l'échelle nationale; néanmoins, pour assurer une forte présence au niveau local le projet AAFORD concentrera ses activités dans les ceintures nord et centrale.
23. L'avancée du projet a été considérablement freinée par l'exigüité du siège de sa coordination à Accra et par l'intégration de ses procédures d'exécution aux protocoles standard de la fonction publique. Ces obstacles seront levés par l'installation d'une unité de coordination du projet dotée des ressources nécessaires à l'accomplissement de son travail et proche de la zone d'exécution, appuyée par des unités de coordination régionales.
24. L'expérience nous a appris que le fait de se concentrer sur des mesures axées sur l'offre aux échelons supérieurs de la pyramide ne permet pas d'obtenir de bons résultats. Par conséquent, le projet AAFORD adoptera une approche axée sur la demande et partant de la base, afin que les ménages cibles capables d'en tirer parti disposent d'un accès stable à un appui financier durable, accessible et conçu pour les pauvres.
25. Des études précédentes, il ressort que les précédents projets de finance rurale menés au Ghana n'ont obtenu que des résultats limités, ce qui s'explique par l'absence de fonds de crédits spécialement dédiés. Du fait de cette carence, le renforcement des capacités des intermédiaires financiers mise en œuvre par le Programme de financement rural et agricole (RAFIP) n'a pas permis de constater une amélioration systématique du flux de ressources financières en direction du

groupe ciblé par le FIDA à l'échelle locale. Le projet AAFORD s'attaquera à ce problème en mettant en place un "mécanisme de financement mixte" dont l'objectif sera de combler cette carence dans la disponibilité de prêts productifs agricoles accessibles aux paysans pratiquant une agriculture de semi-subsistance sur moins de deux hectares de terres cultivables.

26. L'expérience tirée des activités d'appui aux organisations paysannes est, elle aussi, mitigée. Les structures de mise en œuvre du projet AAFORD auront une forte présence locale visant à établir un lien entre le projet et les populations, tout en dotant les organisations paysannes d'une plateforme solide à partir de laquelle elles pourront adopter des changements institutionnels à long terme.
27. Enfin, l'expérience tirée des projets précédents met en relief le rôle crucial joué par le secteur privé dans l'appui aux paysans et à leurs organisations. Par conséquent, le projet AAFORD considère les acheteurs privés comme le principal vecteur d'accès au crédit pour les petits agriculteurs.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

28. L'objectif du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et le niveau de vie des petits agriculteurs, ainsi que des femmes et des jeunes pauvres et vulnérables. L'objectif de développement correspondant est la hausse de la productivité, du revenu et de la résilience par l'amélioration de l'accès à des services financiers accessibles, qui permettra la consolidation des liens avec le marché, l'intensification de l'agriculture conformément aux principes de durabilité et d'adaptation aux changements climatiques, le renforcement des compétences et l'appui aux entreprises le long des filières agricoles, l'encouragement d'une participation de toutes les catégories sociales à l'élaboration des politiques et l'accroissement des capacités des femmes et des jeunes à contribuer à la résilience de leurs ménages.
29. Le projet AAFORD apportera ses services à 90 000 ménages ruraux pauvres de 350 communes réparties en 30 groupes situés dans les anciennes régions du Nord et de Brong Ahafo (c'est-à-dire dans le nord du pays et dans sa ceinture centrale). Ces zones ont été reconnues comme zones caractérisées par une forte population rurale, un taux de pauvreté élevé, un grand pourcentage de femmes et de jeunes ruraux, une insécurité alimentaire et une malnutrition largement répandues, tout en pouvant compter sur la présence d'un nombre suffisant de potentialités économiques, d'institutions financières et d'acheteurs, nécessaire à l'exécution de ce projet.
30. Le projet ciblera directement 75 000 ménages paysans, répartis en cinq groupes: i) les petits paysans pratiquant une agriculture de semi-subsistance; ii) les petits paysans tournés vers le marché; iii) les grands agriculteurs; iv) les jeunes; v) les femmes. Près de 80% des bénéficiaires proviendront de ménages de petits paysans pratiquant une agriculture de semi-subsistance; les 20% restant seront des ménages paysans tournés vers le marché et des grands agriculteurs; une attention particulière sera portée à l'inclusion des femmes et des jeunes. Le groupe cible indirect comprendra 15 000 ménages. Le projet AAFORD aura recours à la fois au ciblage géographique, à l'autociblage et à des mécanismes de ciblage direct. La sélection du groupe cible correspond à la politique de ciblage du FIDA et à ses objectifs en matière de transversalisation.

B. Composantes, résultats et activités

31. Le projet comprendra les composantes suivantes:
 - **Composante 1:** Assistance technique pour le développement de filières agricoles durables et résilientes face aux changements climatiques;

- **Composante 2:** Établissement d'un environnement propice à l'extension de services financiers accessibles et à leur acheminement vers les groupes cibles;
 - **Composante 3:** Appui à la mise en œuvre.
32. La composante 1 répond aux besoins en assistance technique à trois niveaux différents. La sous-composante 1.1 ("Renforcement des capacités des groupes cibles à accroître leurs surplus commercialisables") vise à consolider la demande en recensant les potentialités, les contraintes et les besoins des groupes cibles au niveau local, à accroître leur connaissance des pratiques agricoles améliorées, à rehausser leur productivité et à renforcer leurs compétences financières et entrepreneuriales, le tout avec une approche de groupe dans le but d'améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers. La sous-composante 1.2 ("Renforcement des capacités des intermédiaires et des partenaires institutionnels") vise à dégager les potentialités qui s'offrent aux institutions intermédiaires pour la commercialisation et la finance, à renforcer leurs capacités et à adapter les produits qu'elles proposent aux groupes cibles. La sous-composante 1.3 ("Accroître la portée des services agricoles et financiers ruraux par la publicité et le recours aux technologies de l'information") permet de combler les lacunes en appuyant les institutions dans la commercialisation de leurs produits, ainsi que les groupes cibles et les intermédiaires. Les principales activités prévues au titre de cette composante sont les suivantes: recensement des principaux partenaires de développement et prestataires de services; évaluation des besoins des groupes locaux; mobilisation des animateurs communautaires pour les jeunes; plan de sensibilisation des populations; sélection des institutions partenaires; élaboration de plans d'action pour la sensibilisation et les relations avec les entreprises; renforcement des capacités; résolution des problèmes de lien avec les groupes.
33. La composante 2 mobilise les fonds et les instruments d'atténuation des risques selon des conditions accessibles aux bénéficiaires, et vise à améliorer la coordination des interventions ainsi que le cadre politique, stratégique et réglementaire. La sous-composante 2.1 ("Mécanisme de financement mixte") sera exécutée par la Banque du Ghana et par la banque ARB Apex dans le but de mobiliser les fonds commerciaux et les instruments d'atténuation des risques qui ne sont pas actuellement accessibles aux groupes cibles. La sous-composante 2.2 ("Amélioration de l'environnement pour un meilleur accès au marché") envisage la reproduction d'exemples de réussite et d'enseignements tirés, en impliquant les parties prenantes et en promouvant l'apport d'améliorations au cadre global. Les activités au titre de cette composante incluent la collaboration avec les autres programmes du FIDA, avec les partenaires de développement et avec les organisations faitières pour le partage des connaissances, la concertation sur les politiques et la réplique.
34. Un don d'un montant de 3,5 millions d'USD sera accordé au titre de l'initiative Don vert, en appui aux activités axées sur les jeunes, le genre et le développement local, pour renforcer le ciblage et garantir la pleine intégration des initiatives relatives au développement local dans les activités de financement agricole.

C. Théorie du changement

35. Les principales difficultés rencontrées dans les zones ciblées par le projet sont le taux élevé de pauvreté, de chômage, d'insécurité alimentaire et de malnutrition. La mauvaise productivité des systèmes pluviaux, la faible résilience face aux chocs climatiques, la dégradation des ressources naturelles et le manque d'accès aux services financiers sont d'importantes contraintes qui nuisent à la capacité des agriculteurs, surtout les plus vulnérables d'entre eux, de participer aux filières agricoles. La composante 1 renforcera les capacités des groupes cibles, des intermédiaires et des institutions qui promeuvent l'intégration au marché.

La composante 2 appuiera les institutions financières et les intermédiaires de commercialisation pour étendre la portée de leurs activités au moyen de diverses mesures. Les interventions du projet, exécutées selon une approche intégrée, accroîtront la production et la disponibilité des denrées alimentaires et, partant, permettront de lutter contre l'insécurité alimentaire et les carences nutritives, tout en accroissant les surplus commercialisables et les débouchés commerciaux.

D. Alignement, appropriation et partenariats

36. Le projet AAFORD s'inscrit dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) suivants: ODD 1, notamment en ce qui concerne les cibles 1.2 et 1.5; ODD 2, notamment en ce qui concerne les cibles 2.3 et 2.4; ODD 5, notamment en ce qui concerne la cible 5.5; ODD 15, notamment en ce qui concerne la cible 15.3. Le projet est conforme aux principaux plans de développement du Gouvernement. Son approche et sa conception ont été validées en consultation avec les principales parties prenantes. Le projet a également été discuté avec les ministères compétents et les partenaires de développement, dans le cadre de la consultation portant sur le COSOP. Le projet AAFORD créera des synergies avec les partenaires suivants: la Banque africaine de développement, le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, le Fonds vert pour le climat, la banque ARB Apex, ainsi qu'avec les autres projets appuyés par le FIDA.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

37. La composante 1 "Assistance technique pour le développement de filières agricoles durables et résilientes face aux changements climatiques", et la composante 2 "Établissement d'un environnement propice à l'extension de services financiers accessibles et à leur acheminement vers les groupes cibles" sont en partie comptées dans la catégorie de financement de l'action climatique. Conformément aux méthodes définies par les banques de développement multilatéral pour le financement de l'atténuation de l'effet des changements climatiques et de l'adaptation à ces changements, le montant total de la contribution du FIDA pour le financement de l'action climatique dans le cadre de ce projet est estimé à 2 006 617 USD, ce qui représente 13% de l'investissement du FIDA.
38. Le coût total du projet est estimé à 69,7 millions d'USD, provisions pour aléas comprises. Le coût des activités a été estimé à 28,5 millions d'USD pour la composante 1, et à 36,5 millions d'USD pour la composante 2, en plus de 4,6 millions d'USD pour la composante 3. Ces composantes représentent respectivement 40,9%, 52,4% et 6,6% du coût total du projet.

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

39. Ce projet sera financé par un prêt du FIDA estimé à 11,5 millions d'USD, ce qui correspond à 16,5% de son coût total et un don d'un montant de 3,5 millions d'USD, correspondant à 5,0% du coût total. Des contributions supplémentaires seront apportées par: le Fonds vert pour le climat, à hauteur de 9,9 millions d'USD (14,2%); l'État ghanéen, à hauteur de 25,8 millions d'USD, sous la forme d'une ligne de crédit, d'un fonds de garantie, et d'exemptions d'impôts et de taxes (37,0%); les institutions financières participantes, à hauteur de 4,3 millions d'USD (6,2%); le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole, à hauteur de 4,3 millions d'USD (6,2%); la Banque africaine de développement, à hauteur de 3,5 millions d'USD (5,1%), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, à hauteur d'1 million d'USD en financement parallèle (1,4%) et les bénéficiaires du projet, à hauteur de 5,8 millions d'USD (8,4%) payables en liquide, en main-d'œuvre, en intrants et en matériel⁴.

⁴ La portée générale du projet pourra être réduite si un cofinanceur n'honore pas ses obligations financières.

40. Chaque dollar provenant du financement du FIDA contribuera à hauteur de 2,4 dollars à l'économie nationale, et à hauteur d'1,5 dollar à l'économie internationale. Cette contribution nationale équivaudra à 51% du coût total du projet, y compris en ce qui concerne les contributions des bénéficiaires. Les 49% restants représentent la contribution internationale.

Tableau 1

Coût du projet, par composante et source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don vert du FIDA		Fonds vert pour le climat		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur/bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Assistance technique pour le développement de filières agricoles durables et résilientes face aux changements climatiques	3 986	14	3 479	12	2 985	10	4 021	14	241	1	13 827	48	28 539	41
2. Extension de services financiers accessibles et acheminement vers les groupes cibles	3 867	11			6 942	19	9 033	25	5 614	15	11 075	30	36 531	52
3. Appui à la mise en œuvre	3 666	80			-	-	-	-	-	-	929	20	4 595	7
Total	11 519	17	3 479	5,0	9 927	14	13 054	19	5 855	8	25 831	37	69 665	100

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don vert du FIDA		Fonds vert pour le climat		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur/bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Équipement, biens et véhicules	525	82	-	-	-	-	-	-	-	-	116	18	641	1
2. Services de consultants	2 042	31	1 474	22	1 646	25	345	5	-	-	1 074	16	6 581	9
3. Formations et ateliers	2 402	26	2 005	22	1 509	17	1 312	14	241	3	1 654	18	9 123	13
4. Dons et subventions	843	11	-	-	2 464	31	-	-	3 243	41	1 450	18	8 000	11
5. Crédit, fonds de garantie	2 496	6	-	-	4 308	10	11 397	28	2 371	6	20 747	50	41 319	59
6. Salaires et indemnités	2 352	80	-	-	-	-	-	-	-	-	600	20	2 952	4
7. Coûts de fonctionnement	859	82	-	-	-	-	-	-	-	-	190	18	1 049	2
Total	11 519	17	3 479	5,0	9 927	14	13 054	19	5 855	8	25 831	37	69 665	100

Tableau 3

Coût du projet par composante et par année

(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Assistance technique pour le développement de filières agricoles durables et résilientes face aux changements climatiques	220	1	2 984	10	5 749	20	7 338	26	7 024	25	5 224	18	28 539	41
2. Établissement d'un environnement propice à l'extension de services financiers accessibles et à leur acheminement vers les groupes cibles	96	.	65	.	5 899	16	8 774	23	8 161	22	13 537	37	36 531	52
3. Appui à la mise en œuvre	706	15	607	13	629	14	970	24	777	17	806	18	4 595	7
Total	1 022	1	3 656	5	12 277	18	17 182	25	15 962	23	19 566	28	69 665	100

Décaissement

41. Les fonds fournis par le FIDA seront décaissés dans un compte en dollars des États-Unis, auprès d'une banque commerciale, et seront supervisés par la Division du secteur financier du Ministère des finances. On emploiera également un compte bancaire opérationnel en devises locales.
42. Les fonds provenant de ce compte désigné seront employés exclusivement au financement des dépenses autorisées pour le projet, tel que stipulé dans l'annexe 2 de l'accord de financement. Ces fonds seront transférés à intervalles réguliers du compte désigné au compte opérationnel pour les dépenses autorisées par le FIDA. Les mouvements des fonds respecteront les procédures de gestion des finances publiques adoptées par l'État ghanéen, y compris le principe de décaissement fondé sur des rapports. Le plafond pour l'affectation autorisée et pour les méthodes de décaissement autorisées sera précisé dans la lettre à l'Emprunteur qui sera émise pour le projet.

Résumé des avantages et analyse économique

43. Le projet AAFORD bénéficiera, directement ou indirectement, à 90 000 ménages. Les avantages attendus de ce projet incluent: la hausse du revenu; l'adoption de technologies et pratiques durables et résilientes face aux changements climatiques; le renforcement des capacités des groupes et populations ciblées; la mise en place de nouvelles associations de prêt et d'épargne villageoises. Ce projet devrait former et mobiliser 200 jeunes, pour l'atteinte des résultats suivants: 6 000 ménages utilisent les récépissés d'entrepôt pour lever des fonds à destination de leur consommation; 1 500 ménages bénéficient directement de la formation du plan de sensibilisation; 15 000 ménages améliorent leurs connaissances des changements climatiques, des bonnes pratiques agricoles, des mécanismes financiers, des institutions financières et des débouchés potentiels; 60 institutions communautaires ont préparé un plan d'action institutionnel; 60 nouvelles organisations paysannes, associations de femmes et associations de jeunes sont mises en place. Outre ceci, le projet AAFORD devrait encore donner les résultats suivants: 60% des ménages ciblés ont obtenu un accès au crédit; 300 micro-, petites et moyennes entreprises ont été appuyées par les transformateurs de leur filière; 24 nouveaux acheteurs; 12 500 ménages adoptent des mécanismes de transformation des denrées alimentaires. Sa valeur actuelle nette est positive: 7,3 millions de dollars des États-Unis, soit 44,4 milliards de cedis ghanéens (GHS). Le taux de rentabilité économique interne est estimé à 27%, avec une valeur actuelle nette de 8,8 millions d'USD, ce qui démontre la

rentabilité du projet. Selon cette analyse économique, il ressort que le projet AAFORD est réalisable.

Stratégie de sortie et durabilité

44. La stratégie de retrait du projet AAFORD repose sur les éléments suivants:
- i) Établissement de liens durables et rentables entre les acheteurs privés et les producteurs ciblés par le projet, dans le respect des normes fixées par ces acheteurs;
 - ii) Aide à la suppression des barrières administratives et impulsion de relations d'affaires reposant sur les principes du marché;
 - iii) Coopération réussie des institutions financières participantes, qui encouragent l'établissement de relations commerciales bénéfiques pour les pauvres entre acheteurs et producteurs;
 - iv) Concertation sur les politiques et approche participative pour créer un environnement propice;
 - v) Obtention de capacités humaines et institutionnelles renforcées;
 - vi) Mise en place d'un réseau de prestataires de services commerciaux destiné à poursuivre l'appui et la reproduction des résultats du projet AAFORD.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

45. Les principaux risques que présente le projet sont liés i) à la capacité institutionnelle en matière d'exécution et de durabilité (contraintes liées à la gestion du projet et aux modalités de mise en œuvre); ii) à des considérations d'ordre technique (dilution de l'efficacité, refus des paysans de faire usage du crédit, manque de participation des acheteurs, complexité des critères d'accès au crédit en vigueur dans les institutions financières participantes, vente parallèle); iii) à la gestion financière (retard du cofinancement, complexité des mécanismes de cofinancement, impact sur l'efficacité de l'unité en charge des finances); iv) aux changements climatiques (phénomènes météorologiques extrêmes pesant sur la productivité agricole).

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Évaluation du risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Politique/gouvernance	Moyen	Le régime politique est stable.
Macroéconomique	Moyen	Bonne gestion macroéconomique avérée.
Stratégies et politiques sectorielles	Moyen	Les expériences précédentes en matière de développement rural et d'accès aux services financiers pour tous contribuent de façon positive à la concertation sur les politiques et à la consolidation des institutions financières et des organisations paysannes.
Capacité institutionnelle	Moyen	Double modalité d'exécution; partenariat avec des fournisseurs de services financiers; clarification des rôles; collaboration étroite entre les comités de pilotage et l'unité d'appui à l'exécution; cohérence avec les stratégies nationales.
Portefeuille	Moyen	Missions de supervision semestrielles et appui intense à l'exécution
Fiduciaire Gestion financière	Moyen	Au cas où les modalités de cofinancement ne se concrétiseraient pas, les activités du projet seront réduites en conséquence. Le personnel suivra des formations régulières, l'objectif étant que l'unité en charge des finances satisfasse aux critères de l'ensemble des cofinanceurs.

Passation des marchés	Faible	Des risques existent au niveau du projet. Ils seront atténués par des formations et un suivi périodique.
Environnement et climat	Moyen	Diverses mesures, dont le renforcement des capacités en matière de pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques et la promotion de prêts agricoles à l'épreuve des changements climatiques.
Social	Moyenne	Demande d'un financement du Fonds vert pour le climat, afin de prendre en compte la hausse des coûts suscitée par les changements climatiques.
Autres risques propres	–	–
Risque global	Moyen	–

B. Catégorie environnementale et sociale

46. Conformément aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, le projet AAFORD est classé comme une activité de catégorie B, ce qui signifie qu'il est susceptible de n'avoir sur l'environnement que des effets négatifs minimes. On dénote deux grands risques quant à la gestion sociale et environnementale: i) la faiblesse de la gouvernance environnementale en ce qui concerne les produits de prêt, ce risque devant être atténué par le renforcement des capacités de nombreux acteurs sur le plan technique, de la gestion et de la gouvernance, et par le renforcement des capacités des institutions financières à employer les outils du risque climatique; ii) la mauvaise productivité et la dégradation des ressources naturelles, ce risque devant être atténué par la diffusion de pratiques durables en matière de gestion des terres et de l'eau. Le projet AAFORD n'investira pas dans des activités à risque élevé, et veillera à l'inclusion des femmes et des jeunes.

C. Classement au regard des risques climatiques

47. Le risque climatique pour le projet AAFORD est considéré comme élevé du point de vue des normes de catégorisation du risque climatique. Les activités climatiquement rationnelles menées par le projet permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le renforcement des capacités et la sensibilisation à l'égard des changements climatiques qui seront prodigués aux principaux acteurs le long des filières agricoles aideront les bénéficiaires et les institutions financières à atténuer les principaux risques à ce niveau. Étant donné que les régions ciblées ne sont pas toutes sujettes au même niveau de risque climatique, le projet veillera à la bonne application du plan de gestion environnementale et sociale des PESEC, conformément aux directives du FIDA, dans le but d'atténuer et d'alléger toute incidence environnementale négative, actuelle ou future, et d'obtenir des résultats positifs et concrets pour les bénéficiaires grâce à des efforts concertés.

D. Soutenabilité de la dette

48. On estime que le risque global de surendettement est élevé. Le Ghana reste en effet extrêmement dépendant de la perception des investisseurs. La dette publique est encore élevée. La restructuration du secteur financier n'est pas achevée, ce qui, s'ajoutant au déficit des entreprises publiques dans le secteur de l'énergie, constitue un important risque budgétaire. Étant donné l'historique politique des cycles budgétaires au Ghana, les élections de 2020 constitueront un test déterminant, s'agissant de mesurer l'engagement du nouveau gouvernement en faveur de la discipline et des réformes macroéconomiques appliquées jusqu'à présent⁵.

⁵ FMI (2019). Ghana: Seventh and Eighth Reviews Under the Extended Credit Facility Arrangement.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

49. Le principal organisme public en charge de ce projet sera le Ministère des finances, qui œuvrera en étroite collaboration avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, et le Ministère du commerce et de l'industrie. L'exécution du projet AAFORD fera appel à divers interlocuteurs: fournisseurs de services techniques, acteurs du secteur privé, représentants de la fonction publique et représentants des populations. Les ménages bénéficiaires joueront un rôle important par l'intermédiaire des institutions coopérantes.
50. Un comité de pilotage central du projet et deux comités de pilotage locaux (un pour chaque zone d'exécution) seront institués pour superviser la planification, examiner les progrès réalisés, contribuer à l'établissement de liens entre les parties prenantes au projet et éliminer les goulots d'étranglement.
51. Le projet sera doté d'une structure organisationnelle à deux niveaux: une unité d'appui à l'exécution et une unité de coordination dans chacune des zones d'exécution.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

52. La Division du secteur financier du Ministère des finances aura pour rôle de veiller à la bonne comptabilité financière et à la bonne gestion des ressources du projet, ainsi qu'à l'effectivité de l'exécution du plan de travail et budget annuel, conformément aux politiques et aux procédures du FIDA. Les opérations fiduciaires au jour le jour seront soumises à la responsabilité du directeur financier du projet. L'unité d'exécution du projet logée auprès de cette Division gèrera les fonds du projet pour le compte de l'organisme d'exécution, conservera les registres financiers conformément aux normes internationales au moyen d'un logiciel de comptabilité spécifique, mettra en œuvre des modalités de contrôle et d'audit internes conformément aux systèmes de gestion financière du projet qui auront été mis en place, veillera à ce que les audits externes annuels soient réalisés par le Service ghanéen des audits dans le cadre de la planification, de la coordination et de l'exécution globales du projet. L'unité d'exécution sera responsable de la préparation et de la soumission des rapports financiers intermédiaires aux parties prenantes au projet et à ses financiers, conformément aux exigences du contrat de financement, qui stipulent l'envoi de rapports annuels, après inspection, pour l'ensemble des activités de gestion financière du projet.
53. Au vu de l'évaluation des risques en matière de passation de marchés, la structure organisationnelle du projet inclura une unité d'appui à l'exécution dotée d'une équipe spécialement consacrée à la passation des marchés, un plan de passation des marchés et une équipe de gestion des contrats, et aura recours à un prestataire tiers de services de contrôle et d'assurance qualité, ainsi qu'à l'examen du FIDA pour assurer la conformité aux directives relatives à la passation des marchés. Le projet AAFORD se conformera à la Loi ghanéenne sur la passation des marchés publics de 2016 telle que modifiée (Loi 914), aux réglementations en vigueur au Ghana en matière de passation de marchés, et au Manuel de passation des marchés du FIDA (2010). Les systèmes nationaux s'appliqueront à l'ensemble des passations de marchés, à l'exception des appels d'offres internationaux, qui se feront selon les procédures de la Banque mondiale.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

54. Le principal outil de planification pour le projet AAFORD sera le plan de travail et budget annuel, élaboré au moyen d'une approche participative partant des groupes de base. Sa progression et ses performances seront mesurées par rapport aux objectifs du plan de travail et budget annuel et par des évaluations régulières de sa

progression au regard des résultats attendus. Les principales activités de suivi-évaluation seront définies dans le manuel de mise en œuvre du projet et incluront une étude comparative, des rapports de situation, un système électronique d'information de gestion, une évaluation à mi-parcours, une enquête à l'achèvement du projet et une base de données des bénéficiaires du projet. Dès son lancement, le projet encouragera la visibilité et la gestion des savoirs, veillera à l'inclusion d'indicateurs de gestion des savoirs dans le système de suivi-évaluation, et stimulera les échanges avec d'autres projets et organismes afin de diffuser ses résultats et d'attirer l'attention d'autres partenaires.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

55. Le projet AAFORD appliquera différents processus et innovations techniques et collaboratives afin de surmonter les problèmes du passé, d'accroître l'emploi et la rentabilité, et d'encourager la reproduction à une plus grande échelle.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

56. Le bureau de pays du FIDA tiendra compte du fait que l'organisme responsable de l'exécution est prêt à démarrer l'exécution du projet, en procédant à la cartographie et à l'identification préalables des groupes, en assurant la coopération avec des parties prenantes disposant de bons antécédents de partenariat, et en assurant la coordination avec les cofinanciers, la communauté des bailleurs de fond et les organismes et institutions participants.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

57. La supervision sera directement réalisée par le FIDA. Chaque année auront lieu une mission de supervision et une mission de suivi. À la fin de la troisième année, le Ministère des finances réalisera un examen à mi-parcours en collaboration avec le FIDA et avec les partenaires d'exécution; ce ministère sera responsable de l'organisation de l'examen à l'achèvement du projet. On procèdera aussi à une évaluation terminale.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

58. Un accord de financement entre la République du Ghana et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
59. La République du Ghana est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
60. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

61. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Ghana un prêt à des conditions particulièrement favorables (67% du montant total) et à des conditions mixtes (33% du montant total), d'un montant de onze millions cinq cent mille dollars des États-Unis (11 500 000 USD) et un don de l'initiative Don vert d'un montant de trois millions cinq cent mille dollars des États-Unis (3 500 000 USD), qui seront régis par des modalités et des conditions conformes en substance aux modalités et aux conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Affordable Agricultural Financing for Resilient Rural Development Project"

(Negotiations concluded on 11 December 2019)

Loan No: _____
Loan No: _____
Grant No: _____

Project name: Affordable Agricultural Financing for Resilient Rural Development Project ("the AAFORD"/ "the Project")

Republic of Ghana (the "Borrower/Recipient"), represented by the Ministry of Finance.

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested two loans and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Green Climate Fund (GCF), the Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA), the Agribusiness Capital (ABC) Fund, African Development Bank (AFDB) and Participating Financial Institutions (PFIs) have expressed interest in cofinancing the Project;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide two Loans (the "Loans") and a Grant (the "Grant" and collectively the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan eligible for highly concessional terms is seven million seven hundred thousand United States dollars (USD 7 700 000).

2. The amount of the Loan eligible for blend terms is three million and eight hundred thousand United States dollars (USD 3 800 000).

3. The amount of the Grant is three million five hundred thousand United States dollars (USD 3 500 000).

4. The Loan granted on highly concessional terms shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Financing by the Fund's Executive Board. The rate is fixed for the life of the loan based on the related service charge in force at the time of approval of the Loan. The Loan is payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

5. The Loan granted on blend terms shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

6. The Loan Service Payment Currency shall be in United States dollars (USD).

7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first (1st) of January.

8. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October.

9. There shall be a Designated Accounts in United States dollars, for the exclusive use of the Project opened in the Central Bank of Ghana, which will receive the Financing. Funds shall be periodically transferred from the Designated Account to the Project Operational Account for the purpose of financing the Project's eligible expenditures financed by IFAD. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.

10. A single counterpart funding account denominated in Ghanaian cedi will be opened to receive Borrower/Recipient contributions for the Project taxes, duties and for other activities as allocated. The Borrower/Recipient shall transfer, based on the approved annual work plan and budget (AWPB), counterpart funds on a semester basis.

11. The Borrower/Recipient will provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately twenty five million eight hundred thousand United States dollars (USD 25 800 000), part in cash and part as taxes and duties exemption.

Section C

1. The Lead Project implementing Agency shall be the Ministry of Finance (MoF) with close collaboration with the Ministry of Food and Agriculture (MoFA), and the Ministry of Trade and Industry (MoTI).
2. The following are designated as additional Project implementing Partners: Ghana Incentive-based Risk Sharing System for Agricultural Lending (GIRSAL), Ghana Commodity Exchange (GCX), Ghana Agricultural Insurance Pool (GAIP), and Participating Financial Institutions (PFIs).
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower/Recipient's procurement laws, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project, and the Borrower/Recipient will implement and conduct its own administration and supervision of the Financing and the Project.

Section E

1. The following is designated as additional ground for suspension of this Agreement: The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.
 - (b) IFAD no objection to the appointment of the Project Coordinator and the Finance Manager shall have been obtained.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Republic of Ghana:

Chief Director Minister of Finance
Minister of Finance
Ministry of Finance
Finance Drive, Accra
PO Box MB 40
Accra
Republic of Ghana

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF GHANA

Ken Ofori-Atta
Minister of Finance

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall directly aim to benefit 75,000 households which are mostly smallholder households based and classified into five groups: (i) smallholder semi-subsistence households having access to up to 2 hectares of land; (ii) market-oriented smallholder households having access to between two to ten hectares; (iii) large farming households having access to more than ten hectares; (iv) youth; and (v) women, and indirect target group comprises 15,000 households.

2. *Project area.* The Project will provide services to around 90,000 poor rural households directly and indirectly across communities within clusters, with each cluster comprising between 10 to 15 communities that are recognised as a production base for a recognised value chain, in two geographical zones: (i) the Northern zone in the Northern belt of Ghana corresponding to the erstwhile Northern region which currently comprises the Northern, Savannah and North-east regions; and (ii) the Middle zone, which currently consists of the Bono, Bono East and Ahafo regions (the "Project Area").

3. *Goal.* The goal of the Project is to support food security and improve the living standards of smallholder farmers, and poor and vulnerable women and youth.

4. *Objectives.* The objective of the Project is to improve productivity, income and resilience through increased access to affordable finance in support of better marketing linkages, sustainable and climate change-adapted agricultural intensification, skills and enterprise development in agricultural value chains, support for inclusive policy engagement and increased capacity of women and youth to contribute to household resilience.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 Component 1: Technical Assistance for the Development of Sustainable and Climate-Resilient Agricultural Value Chains.

5.1.1 *Sub-Component 1.1: Develop capacities of target groups.*

- (a) *Identification of key technical partners and service providers.* The Implementation Support Unit (ISU) shall engage technical partners that are actively supporting smallholder agricultural value chains in Ghana. The technical partners and service providers shall be selected according to criteria specified in the Project Implementation Manual (PIM).
- (b) *Identification and needs assessment of community clusters.* In consultation with District Departments of Agriculture and existing projects, a Service Provider (SP) shall be engaged to identify clusters of communities in the Project area. The SP shall carry out a stakeholder identification survey. Based on the findings of the needs assessment survey, the SPs shall structure capacity building packages tailored to the needs of the different target groups.
- (c) *Mobilization of Youth Community Facilitators.* Youth Community Facilitators (YCFs) from the selected communities shall be engaged for each cluster to facilitate community mobilization and interaction with AAFORD.
- (d) *Community Outreach Development Plan (CODP).* A SP shall be engaged to support and oversee the YCFs to develop CODP in each Project cluster. The desired social, economic and productive changes envisioned in the community through AAFORD implementation shall be presented in the CODPs along with the specific Project interventions.

- (e) *Capacity building of target groups.* Technical Assistance (TA) shall be adapted to the identified needs of each community cluster and detailed in the CODPs. TA shall also be provided for formation and strengthening the governance of community associations and promoting nutrition-sensitive or nutrition-intensive agricultural production, processing, preservation, storage, distribution of food and marketing. The Project SPs shall coordinate the implementation of these activities with key partners; such as the District Departments of Agriculture and existing projects. The Project shall also partner with the Rural Enterprises Programme (REP) and its associated Business Advisory Centres/ Business Resource Centres (BACs/BRCs) operating in AAFORD areas to facilitate business planning and access to financing for promising microenterprises arising out of this activity.
- (f) *Support to Community Institutions (CIs):* AAFORD shall identify partner CIs (including offtaker-outgrower arrangements) in each community with potential and expressed desire to develop marketing and financial linkages. The AAFORD SPs working with other partners shall work with the CIs in each cluster having met the selection criteria to establish linkages with market and financial intermediaries.
- (g) *Community-based savings and credit groups (CSCGs) for women and youth.* AAFORD shall partner with agencies that are already implementing CSCGs in Ghana to extend the model to women and youth groups in its targeted clusters.

5.1.2 Sub-Component 1.2: Capacity building of institutional partners and intermediaries.

- (a) *Mapping, needs assessment and selection of partner institutions.* This exercise shall engage a Service Provider (SP) to map out the institutions providing marketing, storage, processing, financial, risk mitigation and digital services in the Project area, and assess their needs for capacity building to better serve the value chains, communities and beneficiaries being targeted by AAFORD. In addition, national institutions providing market-enhancing instruments as well as relevant Apex institutions shall be assessed for their potential and interest in serving intermediaries in project areas. Candidate partner institutions shall be invited to orientation workshops on the potential business opportunities for increasing outreach to smallholder farmers (directly or through intermediaries), women and youth, and the possibilities available through this subcomponent.
- (b) *Development of Outreach and Linkage Business Plans (OLBP).* Selected partners shall be given TA through a SP engaged by AAFORD to develop OLBP, which shall clearly indicate the outreach, profitability and other benefits they will achieve in the Project communities. The OLBP review committee in AAFORD shall review and approve submitted OLBP as a basis for delivery of TA and capacity-building and outreach support.
- (c) *Capacity-building of selected partner intermediaries.* Partner institutions will receive TA support from the AAFORD partner SPs for activities identified in their OLBP, including: (a) sensitization and skills training for staff; (b) supporting the establishment of agricultural finance desks, training agricultural finance officers, or special windows for agricultural production financing; (c) product and systems development to enhance outreach; and (d) sensitization and training of Rural Microfinance Institutions (RMFIs). Training of RMFIs on risk mitigation instruments and relevant products shall include board members as well as managers and credit officers/analysts, to facilitate policies to adopt such products. The BACs/BRCs working with REP in the AAFORD areas shall also be considered as AAFORD partners and receive training in evaluating and advising clients on the creditworthiness of their MSMEs and options for financing. Regional workshops shall bring together BAC/BRCs and PFIs to promote mutual understanding and development of mutually suitable business planning and assessment tools.

- (d) *Youth Institutional Internship (YII) Programme*. In this capacity-building activity, youth will be trained in skills identified by partner marketing and financial institutions as relevant to increasing their outreach to smallholder farmers (especially women and youth), offtakers and other agricultural value chain actors.
 - (e) *Cluster Linkage Problem-solving*. Multi-stakeholder platforms meeting at the cluster level shall be organized by the project in collaboration with the District Departments of Agriculture to identify critical bottlenecks and challenges to implementation in a particular area and value chain, and to identify specific institutions and individuals to solve them.
- 5.1.3 *Sub-Component 1.3: Marketing and ICTs for outreach of rural financial and agricultural services*.
- (a) Support increased access to relevant information and services, including using mobile phones and adapted DFSs, needed to improve agricultural production, access markets, mitigate risks and lower costs.
 - (b) Partnerships with key market-enhancing institutions shall focus on marketing to intermediaries (financial and offtakers) serving smallholder FBOs in AAFORD clusters, and on utilizing YIIs (Subcomponent 1.2) and the BFF (Subcomponent 2.1).
- 5.2 *Component 2: Expanding and Directing Affordable Finance in a Conducive Environment*.
- 5.2.1 *Sub-Component 2.1: Blended Finance Facility (BFF)*. A BFF shall be established to provide wholesale funds on concessional or blended terms to PFIs to on-lend for smallholder agricultural production, and cost-sharing grants (premium subsidies). It shall seek to leverage commercial funds and risk mitigation instruments that are currently not reaching AAFORD target groups. The BFF shall utilize the existing disbursement structure of the credit line from the BoG through ARB Apex Bank to RCBs and non-bank PFIs, or directly to participating universal banks.
- 5.2.2 *Sub-Component 2.2: Enhancing the environment for market access*. Envisaging the replication of success cases based on lessons learned, by engaging stakeholders in a learning process and a sustainable policy dialogue, enabling improvements in the overall framework to address the current weaknesses that inhibit public and private investment in agricultural value chains. Activities include collaboration with other IFAD programmes, relevant Ministries, Department and Agencies (MDAs), development partners and apex organizations for knowledge-sharing, policy dialogue and replication.

II. Implementation Arrangements

A. Organisation and Management

6. *Lead Project Implementation Agency (LPIA)*. The LPIA shall be the Ministry of Finance with close collaboration with the Ministry of Food and Agriculture (MoFA), and the Ministry of Trade and Industry (MoTI). These ministries will form the core of an inter-ministerial platform by ministers to provide policy guidance and consistency with government's development agenda. It shall have an annual meeting cycle.

7. *Project Steering Committee (PSC).*

7.1 *Establishment and Composition.* A high-ranking Project Steering Committee (PSC) to be chaired by the chief directors of MOF and MOFA shall be set up for the overall oversight of the Project. The committee shall include representatives of all relevant ministries and agencies (MoF, MoFA, MoTI and representatives from the regions of implementation), and both public and private institutions (representing financial sector intermediaries and agricultural market intermediaries) and non-state actors' representatives (such as NGOs), and representatives of youth and women who operate along the relevant agricultural value chains as practitioners or advocates. The PSC shall meet at least twice a year, and as necessary.

7.2 *Responsibilities.* The main responsibilities of the steering committee will include: (i) providing strategic and policy guidance to the Implementation Support Unit (ISU) for implementation and coordination of activities; (ii) ensuring overall conformity with government policies and strategies; (iii) reviewing Project's progress and performance; (iv) approving the Annual Work Plan and Budget (AWPB); (v) resolving implementation problems or conflicts; and (vi) assisting the ISU in obtaining government assistance and contributions to the Project when needed.

8. *Zonal Platform (ZP).*

8.1 *Establishment and Composition.* A Zonal Platform (ZP) shall be formed in each AAFORD implementation zone to oversee planning, review progress, facilitate linkages between project stakeholders and remove bottlenecks affecting smooth implementation. The ZP shall comprise representatives of MoFA (Regional Agricultural Development Units (RADUs), MoTI, district assemblies, financial institutions, agricultural market intermediaries such as offtakers (aggregators, processors and nucleus farmers), input suppliers and representatives of farmer groups and civil society organisations, among others in the private sector. The ZP shall meet at least twice a year, and as necessary. The ZP will constitute a ZSC Technical Committee (ZTC)_from within the ZP members to meet whenever needed to resolve any project implementation bottlenecks encountered within the Zones.

9. *Implementation Support Unit (ISU).*

9.1 *Establishment.* The ISU shall be established in an implementation area of AAFORD to ensure effective implementation. Within the current targeting framework, the ISU is envisaged to be located in Sunyani. All ISU staff members shall be competitively recruited from the professional labour market and will work on a full-time basis for managing AAFORD. The ISU will operate within the supervision of the Financial Sector Division of MoF, which will provide oversight and strategic direction to the ISU. A Central Project Coordinator (CPC) will head the ISU's day to day operations. The CPC will be assisted by a central technical support team and a central operations support team as defined in the PIM.

10. *Zonal Coordination Unit (ZCU).*

10.1 *Responsibilities and Composition.* The ZCUs shall be responsible for the zonal operations of AAFORD and shall be staffed by professionals competitively recruited to manage AAFORD at the ZCU level on a full-time basis. The ZCUs shall carry out project implementation at the community level with the support of partners in the public and private sectors, such as service providers and NGOs. It shall monitor and ensure that implementation is coordinated in each community according to these plans leading to harmonisation of resources and interconnectivity of the components. The zonal team shall comprise (i) ZCU Project Coordinator (ZPC), (ii) Field Implementation Supervisor (FIS), (iii) Monitoring and Evaluation Focal Point (MEF).

11. *Mid-term Review (MTR)*. The MOF, as the LPA, IFAD and implementing partners shall jointly carry out the MTR at the end of year three. The MTR findings shall be promptly communicated to the implementing agencies and in consultation with the Borrower/Recipient and partners to inform the necessary design and financing agreements adjustments. If needed, amendments to the design shall be made to remove constraints and achieve the AAFORD objectives. The Borrower/Recipient shall ensure that the MTR recommendations are implemented within the specified time and to the satisfaction of IFAD.

B. Monitoring and evaluation, learning, knowledge management and communications

12. *Monitoring and Evaluation*. The results-based approach will be adopted through the M&E system. The key responsibilities of the M&E system will rely on the M&E unit at the ISU. The service providers will be engaged to collect and analyse data to assess outcomes and impacts of the AAFORD activities with the support of youth interns and youth facilitators at the cluster level. The Operational and Results Management System (ORMS) will be incorporated within the M&E system along with the Annual Outcome Survey (AOS) tool which would allow for effective monitoring of the different project indicators. Key M&E activities will comprise the (i) PIM; (ii) baseline survey; (iii) progress reports; (iv) mid-term review; (v) project completion survey; and (vi) a Project beneficiaries database.

13. *Knowledge Management*. A Knowledge Management (KM) and communication strategy shall be developed and integrated into AAFORD management. The strategy will identify the thematic areas of learning to be addressed and outline how the knowledge generated will be disseminated through appropriate channels.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan/Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loans and the Grant, and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	67% of the Loan granted on Highly Concessional terms (USD)	33% of the Loan granted on Blend terms (USD)	Grant	Percentage
1. Equipment and Materials	300 000	200 000	-	100% net of Borrower/Recipient contribution
2. Salaries and allowances	1 900 000	900 000	-	100% net of Borrower/Recipient contribution
3. Credit, guarantee funds	1 600 000	800 000	-	100% net of GCF, other cofinanciers, Beneficiaries and Borrower/Recipient contributions
4. Grants and subsidies	500 000	300 000	-	100% net of GCF, Beneficiaries and Borrower/Recipient contributions
5. Training	1 400 000	700 000	1 800 000	100% net of GCF, other cofinanciers, Beneficiaries and Borrower/Recipient contributions
6. Consultancies	1 200 000	600 000	1 300 000	100% net of GCF, Other cofinanciers and Borrower/Recipient contributions
Unallocated	800 000	300 000	400 000	
TOTAL	7 700 000	3 800 000	3 500 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Salaries and Allowances – includes operating costs
- (ii) Training – includes workshops

2. *Cofinanciers.* The total Project cost of USD 69.7 million will include approximately USD 41.3 million for the Credit Guarantee Fund category. The following cofinanciers have expressed interest in co-financing the Project: GCF with USD 9.9 million; ABC Fund with USD 4.3 million, AfDB through GIRSAL Risk Sharing Facility with USD 3.5 million, participating financial institutions with USD 4.3 million; AGRA with USD 1 million and beneficiaries with USD 5.9 million. In addition, the Borrower/Recipient's counterpart financing will be USD 25.8 million of which USD 7.9 million as taxes and duties exemptions, USD 11.3 million as contribution through GIRSAL risk-sharing facility, USD 6 million as REP revolving funds contribution and the Borrower/Recipient's Project management contribution of USD 0.6 million.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will customize its own accounting software to ensure alignment to International Accounting Standards and IFAD's requirements.

2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.

3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient shall ensure that a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.

4. *Indigenous People Concerns.* The Borrower/Recipient shall ensure that the concerns of IPs are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:

- (a) the Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant IP national legislation;
- (b) indigenous people are adequately and fairly represented in all local planning for Project activities;
- (c) IP rights are duly respected;
- (d) IP communities, participate in policy dialogue and local governance;
- (e) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower/Recipient on the subject are respected;
- (f) The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by indigenous communities.

5. *Land tenure security.* The Borrower/Recipient shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.

6. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken:

Environment and Social Safeguards. The Borrower/Recipient shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower/Recipient's relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the

Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower/Recipient shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.

7. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

8. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

9. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower/Recipient shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Project are allocated to the Ministry of Finance and other Implementing Agencies for Project implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name of Indicator	Unit	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1. Total number of persons receiving services promoted or supported by AAFORD	Persons	0	35,000	75,000	Project reports	Semi annual	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	Effective and thorough stakeholder identification, mapping, needs assessment and gender/youth targeting at the cluster level Community leaders are willing to include women and youth in project activities
	- Men (Non youth)	Persons	0	6,000	22,500				
	- Women (Non youth)	Persons	0	6,000	22,500				
	- Young men	Persons	0	3,750	15,000				
	- Young women ⁶	Persons	0	3,750	15,000				
	1a. Corresponding number of households (HH) reached by AAFORD	HH	0	35,000	75,000				
	1b. Estimated corresponding total number of household members reached by AAFORD	Persons	0	210 000	450, 000				
Indirect Beneficiaries	Persons	0	2,000	15,000					
Goal: Food secure smallholder farm households with improved living standards and remunerative, resilient agricultural livelihoods	Percentage reduction in the number of rural households in the Project supported districts living below the poverty line ⁷	%	0.8 ⁸	2.5%	5.0%	Ghana Statistical Services/ AAFORD surveys	Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	Political stability. Macro-economic conditions remain stable or improve. No major political shocks in the region.
Development Objective: increased access to finance, inputs, Improve the income, food security and resilience of smallholder farmers through skill development, services and stronger farmers organizations	Percentage of target households in the Project supported districts reporting an increase in income as a result of services provided by the Project	%	0	20%	60%	Baseline survey, Project reports	Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	Target group households are willing to borrow to enhance their farming area and income.
	Percentage reduction in 0-5 year child malnutrition in the Project supported communities.	%	22 (2014)	25%	30%	Ghana Statistical Services/ AAFORD surveys	Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	Offtakers will continue with their

⁶ 18-35 years

⁷ Nutritionally-based, upper poverty line of 1314.00 Ghana cedis per adult per year: this incorporates both essential food and non-food consumption

⁸ The decline in the poverty headcount between 2012/13 and 2016/17 was minuscule at 0.8 percentage points (that is, from 24.2 percent to 23.4 percent) - GLSS7, August 2018

	Number of women reporting improved quality diet (minimum dietary diversity for women)	%	0	3,750	18,750	AAFORD surveys/Project reports	Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	model of prefinancing target households.
Outcome 1 Market Linkages between smallholder farmers and other value chain actors established (Outreach of market facilitators expanded and deepened to increase smallholder access to markets and finance)	2.2.3. No. of rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities	No.	0	70	324	AAFORD surveys/Project reports	Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	Farmers will not practice side selling to the detriment of the offtaker.
	Value of wholesale funds disbursed by financial institutions on concessional terms	US\$M	0	3.9	24.20	M&E Data/Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	Offtakers and nucleus farmers will be able to meet the collateral requirements of the PFIs.
	1.2.5. Percentage of persons/households reporting using rural financial services	%	0	20.0%	60.0%	Baseline survey, project reports	Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	No of financial institutions deploying risk mitigation instruments (guarantees and insurance) to meet financial needs of smallholder farmers	No.	0	5	10	Baseline survey, project reports	Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	No of financial institutions deploying marketing services (warehouses, warehouse receipts, electronic trading, digital services) to meet financial needs of smallholder farmers	No.	0	4	10	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	No. of financial institutions (commercial banks and rural/micro finance institutions) adapting affordable finance (BFF) to meet financial needs of smallholder farmers	No.	0	10	30	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	Jobs created for the youth as a result of the expansion of value chain activities	FTE	0	400	1,500	M&E Data, Component reports	Annually, Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	

<i>Output 1.1</i> Capacity of smallholder farmers, institutional partners and market intermediaries (including women and youth groups) enhanced.	No of HH receiving market linkages, access to inputs and services facilitated by other ongoing, relevant IFAD programmes	No.	0	2,000	12,500	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	1.1.2. Number of financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products (including green products) and services to rural areas	No.	0	50	50	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	1.1.7. Number of persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services	Persons	0	10,000	45,000	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	- Men	Persons	0	5,000	22,500				
	- Women	Person	0	5,000	22,500				
	- Youth	Persons	0	3,000	18,000				
	No of smallholder farmers sensitized about entry points for financial inclusion (community savings and credit groups) and digital financial services	Persons	0	200	1,000 ⁹	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	- Women	Persons	0	100	500				
	- Youth	Persons	0	100	500				
	1.1.5. Number of persons in rural areas accessing financial services (savings, credit, insurance, remittances, etc.)	Persons			45,000	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
- Men	Persons	0	5,000	22,500					
- Women	Persons	0	5,000	22,500					
- Youth	Persons	0	3,000	18,000					
Number of off-takers ¹⁰ accessing financial services to expand operations in value chains involving smallholders	No.	0	6	24	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit		
Outcome 2	No. of smallholder farmers implementing good agricultural practices (GAPs)	Persons	0	7,500	45,000	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	Enabling policy, regulatory and legal environment for the development of
	- Men	Persons	0	3,750	15,000				
	- Women	Persons	0	3,750	15,000				

⁹ 50 groups with 20 members each

¹⁰ Includes aggregators, nucleus farmers and processors

Increases in farmers' marketed surpluses and household welfare	- Youth	Persons	0	3,750	15,000	Baseline survey, Project reports	Annually, Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	agricultural value chains
	3.2.2. Percentage of persons reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices	%	0	10%	25%				
	- Men	%	0	5%	12.5%				
	- Women	%	0	5%	12.5%				
	- Youth	%	0	5%	12.5%				
	Percentage of smallholder farmers reporting an increase in crop yields	%	0	20%	60%	Baseline survey, Project reports	Annually, Mid-term Review and completion	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	- Men	%	0	10%	30%				
	- Women	%	0	10%	30%				
	- Youth	%	0	10%	30%				
	Output 2.1 Productive capacity of smallholders farmers expanded	No of smallholder farmers supported to adopt GAPs	Persons	0	4,000	19,000	M&E Data, Component reports	Annually	
- Men		Persons	0	2,400	9,500				
- Women		Persons	0	2,400	9,500				
- Youth		Persons	0	1,500	7,600				
3.1.1. Number of groups ¹¹ supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks		No.	0	80	324	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
- Women groups		No.	0	50	250				
- Youth groups		No.	0	50	250				
No. of smallholder farmers trained in climate-resilient agricultural practices		Persons	0	12,000	30,000	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
- Men		Persons	0	12,000	15,000				
- Women		Persons	0	12,000	15,000				
- Youth		Persons	0	10,000	12,000				
3.1.4. Hectares of land brought under climate-resilient management		Ha	0	4,000	12,000	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
Outcome 3 The policy and legal framework for agricultural value chains improved		No. of policy reforms related to agricultural value chains	No.	0	0	2	M&E Data, Component reports	Mid-term Review and completion	AAFORD National Project Coordination Unit

¹¹ This includes FBOs, MSMEs, Off-takers

Output 3.1 Policy development supported	No. of studies conducted to document lessons learned with respect to market-enhancing instruments	No	0	1	3	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	No of knowledge sharing forums and stakeholder engagements held	No	0	1	5	M&E Data, Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	
	No. of policy forums/dialogues on thematic issues held	No	0	1	2	M&E Data Component reports	Annually	AAFORD National/Zonal Project Coordination Unit	